Offres du gouvernement aux enseignants – « On demande aux élèves et aux enseignants d'assumer des mesures d'austérité insensées et complètement inacceptables » – Josée Scalabrini, présidente de la FSE
Communiqué de presse

Communiqué de presse
16 décembre 2014

C'est avec colère que la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) a pris connaissance des offres du gouvernement du Québec en vue du renouvellement des conventions collectives des enseignantes et enseignants des commissions scolaires. Pour la FSE, le gouvernement s'inscrit en complète contravention de ses engagements à l'effet de préserver les services directs aux élèves, notamment ceux en difficulté, et fait le contraire de ce qu'il dit dans ses beaux discours sur la valorisation de la profession enseignante.

« Ce qu'on nous a mis sur la table va non seulement à l'encontre du gros bon sens, cela témoigne d'un manque de respect flagrant pour les élèves et pour le travail effectué tous les jours par le personnel enseignant. Est-ce que l'État est vraiment en train de demander aux enseignantes et enseignants de moins soutenir les élèves dans leur classe ? Pourtant, parce qu'ils aiment enseigner, ils veulent pouvoir s'occuper de tous leurs élèves ! Encore faut-il qu'ils en aient le temps et les moyens. Décidément, le gouvernement vient de nous démontrer que les colonnes de chiffres sont sa seule préoccupation, et non pas le million d'êtres humains affectés par ses offres, dont une grande majorité d'enfants vulnérables », a déclaré Mme Josée Scalabrini, indignée.

« C'est certain qu'on se retrouve non pas avec des offres, mais avec des demandes. Le gouvernement demande au personnel enseignant de porter le poids d'un désinvestissement massif en éducation, d'en faire nettement plus – et avec plus d'élèves ! –, mais avec beaucoup moins de ressources. Et comme si ce n'était pas assez, on souhaite réduire massivement l'autonomie des enseignantes et enseignants. On est à des années-lumière de la tape dans le dos qu'ils méritent pourtant », de déclarer Paul St-Hilaire, vice-président aux relations du travail de la FSE.

Principaux éléments de l'offre gouvernementale aux enseignantes et enseignants (sommaire) :

– Hausse du nombre d'élèves par classe au 2e et 3e cycle du primaire et au 1er cycle du secondaire et disparition des moyennes à tous les niveaux ;

– Plus d'élèves en difficulté dans les classes et plus difficile de les faire reconnaître, les définitions n'étant plus prises en considération ; aucune garantie de services ;

– Réduction importante de l'autonomie professionnelle et du temps de préparation et de correction des enseignantes et enseignants ;

– Traitement des tout-petits comme des grands : plus de moyennes d'élèves, recul de l'entrée progressive au préscolaire, plus de groupes à plus d'une année d'études dont le préscolaire avec la première année ;

– Augmentation de la précarisation des enseignantes et enseignants, surtout en formation professionnelle et à l'éducation des adultes ;

– Difficultés à prévoir pour les jeunes enseignantes et enseignants : dommages importants pour la conciliation travail-famille et accès plus difficile à l'assurance salaire.

Parce qu'enseigner est de plus en plus exigeant et que les enjeux de réussite sont plus grands,

rappelons que les enseignantes et enseignants de la FSE demandent que l'on réduise la taille des groupes, en tenant compte de leur composition, en considérant tant la présence ou l'intégration des élèves en difficulté que la quantité des services qui leur sont offerts. « Cela permet de consacrer plus de temps à chacun de nos élèves, de faire de la prévention et du dépistage, tout en autorisant une intervention auprès des plus vulnérables », a précisé Mme Scalabrini, qui milite aussi pour que soit davantage reconnue l'autonomie professionnelle des enseignantes et enseignants.

Pour la FSE, ces offres méprisantes faites aux enseignantes et enseignants du Québec sont complémentaires à la réforme idéologique de la gouvernance et des fusions des commissions scolaires qui sont en train de se préparer sans consultation dans le but de finir de briser le modèle québécois d'éducation en y implantant une gestion bureaucratique et comptable de l'éducation. Bien que la route s'annonce difficile, il va de soi que la FSE négociera de bonne foi le renouvellement de la convention collective des enseignantes et enseignants. Elle s'attend à ce que la partie patronale fasse de même.

Retour aux publications